

Relations industrielles Industrial Relations



Maurice Lemelin : *Les négociations collectives dans les secteurs public et parapublic. Expérience québécoise et regard sur l'extérieur*. Montréal, Éditions Agence d'Arc, 1984, 381 pp., ISBN 2-89022-067-2

Jacques Bélanger

Volume 40, numéro 3, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/050168ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/050168ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bélanger, J. (1985). Compte rendu de [Maurice Lemelin : *Les négociations collectives dans les secteurs public et parapublic. Expérience québécoise et regard sur l'extérieur*. Montréal, Éditions Agence d'Arc, 1984, 381 pp., ISBN 2-89022-067-2]. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 40(3), 675–676. <https://doi.org/10.7202/050168ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

RECENSIONS
BOOK REVIEWS

Les négociations collectives dans les secteurs public et parapublic. Expérience québécoise et regard sur l'extérieur, par Maurice Lemelin, Montréal, Les éditions Agence d'Arc Inc., 1984, 381 pp., ISBN 2-89022-067-2

Les relations du travail dans le secteur public et parapublic ont marqué l'évolution des rapports sociaux au Québec depuis la Révolution tranquille. Cet ouvrage du professeur Maurice Lemelin contribue à l'étude de ce phénomène en reconstruisant la trame des événements. Bien documenté, ce volume rassemble pour la première fois en un tout le contenu d'études et recherches déjà réalisées sur la question. L'auteur ajoute une étude détaillée de publications officielles, telles le **Journal des débats** ou le compte rendu de commissions parlementaires et autres séances publiques, et surtout une observation attentive des relations du travail dans ce secteur.

Le volume est structuré en quatre parties. La première vise à situer le développement des rapports collectifs du travail dans le cadre de la modernisation de l'État québécois, puis à faire ressortir les caractéristiques du régime de relations du travail dans le secteur public à partir d'une comparaison avec celui du secteur privé. La seconde partie, outre le chapitre IV sur la période antérieure au **Code du travail**, comprend un chapitre sur chacune des six rondes de négociation depuis 1964. La troisième partie porte sur l'expérience québécoise, et particulièrement l'évolution de la législation, en ce qui a trait aux services essentiels et à la divulgation d'information sur la négociation collective. Les trois chapitres de la quatrième partie portent sur les expériences étrangères. L'objectif de l'auteur ne consistait pas à présenter une analyse comparative en profondeur mais plutôt à situer le régime québécois par rapport à une perspective plus large. L'étude s'avère néanmoins plus approfondie dans les cas des fonctions publiques fédérales canadienne et américaine.

À travers cette étude largement descriptive, l'auteur trace un bilan négatif des relations du travail dans le secteur public québécois. Le thème majeur du volume est à l'effet que l'application au secteur public d'un régime de relations du travail conçu pour le secteur privé s'est avérée dysfonctionnelle et a favorisé l'affrontement systématique entre les parties. Ainsi, «en transplantant le régime de relations du travail issu du secteur privé au secteur public, on a tenté d'y conserver les principes de base. Cependant, les particularités des secteurs public et parapublic font en sorte que les modalités d'application sont pratiquement inopérantes» (p.44). Outre cet argument sur le caractère particulier du secteur public, lequel est devenu assez usuel dans la littérature, la présente étude ajoute assez peu à l'explication de la crise des relations du travail dans ce secteur. Mais faut-il vraiment chercher l'origine ou les causes principales de ces affrontements dans les composantes mêmes du régime de relations du travail?

De fait, l'approche institutionnelle adoptée ici ne situe pas vraiment les relations du travail par rapport à l'ensemble des rapports sociaux associés à la production des services publics par l'État. Cela explique, dans une bonne mesure, le caractère insatisfaisant de certaines des pistes d'analyse suggérées. Par exemple, la discussion sur «la politisation des syndicats» (pp. 25-36 et 134-139), lequel phénomène est présenté comme une orientation déviante par rapport au bon fonctionnement du régime de relations du travail, nous semble un peu superficielle. On note

aussi de nombreuses références au manque de modération dans l'action syndicale et au faible degré de consensus et de maturité observé dans la société québécoise. Aussi, l'auteur conclut-il le chapitre sur les services essentiels en soulignant: «Évidemment, on pourrait souhaiter un certain consensus ne serait-ce que par rapport au traitement à offrir à nos malades en temps de conflit comme en tout autre temps. Malheureusement, si des sociétés semblent de l'extérieur avoir atteint ce point d'accord, il n'en va pas de même pour nous» (p. 252). La conclusion du chapitre sur les expériences européennes s'inscrit aussi dans une perspective similaire.

Sur le plan des politiques publiques, le volume suggère assez peu de propositions de réforme. L'auteur se refuse à avancer ce qui pourrait être perçu comme une «solution miracle» (p. 1). Par exemple, l'ouvrage fait très bien ressortir la dynamique ayant favorisé le haut degré de centralisation des négociations et souligne les difficultés encourues. Ainsi, «les conventions collectives qui découlent de ces négociations sont souvent loin d'être opérationnelles. En voulant à peu près tout réglementer au niveau provincial et prévoir à peu près toutes les incidences quotidiennes, on en arrive à avoir une espèce de catalogue de prescriptions qui bureaucratise les relations de travail et souvent les relations humaines» (p. 352). Et pourtant, l'auteur ne croit pas que la proposition de décentralisation des négociations soit réaliste, voire appropriée. Et de toute façon, «il ne faudrait pas croire qu'en changeant la structure de négociation on en arrive pour autant à changer les mentalités» (p. 356).

Par ailleurs, il nous faut souligner que ce volume présente plusieurs accros à l'usage de la langue française. Il s'agit principalement de problèmes d'édition. Outre les erreurs typographiques, on trouve des formules très inhabituelles et certains problèmes de syntaxe. Les erreurs de ponctuation, et principalement celle consistant à introduire une virgule entre le sujet et le verbe, sont fort nombreuses et peuvent entraîner une lecture difficile. À titre d'exemple, on note les phrases suivantes: «Vu de l'extérieur, ce nouveau rythme de négociation, bien qu'inhabituel n'était pas dénudé (sic) de tout fondement» (p. 193); «Pour respecter le scénario classique des rondes antérieures, on déclare officiellement, peu après son engagement, à élaborer une nouvelle formule de négociation...» (p. 215).

Malgré ces limites quant à l'analyse et la présentation, ce volume est le fruit d'un travail de documentation considérable et il rassemble ce qui n'existait qu'en pièces détachées. Le matériel présenté est donc fort utile pour l'étude de l'évolution des rapports collectifs du travail, laquelle est nécessaire pour saisir la signification et les limites de la réforme (juin 1985) du régime de relations du travail dans les secteurs public et parapublic québécois.

Jacques BÉLANGER

Université Laval

Conflict or Compromise: The Future of Public Sector Industrial Relations, by Mark Thompson and Gene Swimmer, Eds, Montréal, L'Institut de recherches politiques, 1984, 476 pp., ISBN 0-88645-001-2

Ce livre constitue une contribution importante de l'Institut de recherches politiques à la compréhension d'un problème fondamental auquel doivent faire face toutes les sociétés industrialisées occidentales: l'aménagement des rapports collectifs du travail dans les secteurs public et parapublic. Il contient le résultat d'exposés présentés à l'occasion d'un colloque qui était co-organisé par l'Institut de recherches politiques et l'École d'administration publique de l'Université Carleton qui se déroula à Ottawa en novembre 1982.